

SIGNA – matinée du 13 octobre 2006 – aula collège André Chavanne

Signa (présentation de Dominique Gros du 13.10.06)

Mu par le sentiment que la violence a envahi le milieu scolaire, on se centre sur le comportement des élèves.

Un constat: concomitance entre l'émergence du thème de la violence/insécurité et la perte de point de repère (chute du mur de Berlin, perte politique des Etats, perte d'influence des institutions) qui cadraient la vie des individus.

La violence ressentie nécessite le développement d'outils et d'études.

La connaissance de la violence et du milieu demande:

1. une définition de la violence: il y a deux systèmes de mesure normatifs, les normes juridiques et médicales; un système reste de toute façon une construction sociale.
2. une manière de la considérer, de la mesurer: deux approches, l'une centrée sur les individus, par le biais d'enquête de victimation (auteurs de violences) et enquête de victimisation (victimes de violences) et l'autre centrée sur l'administratif (institutionnel, relevé d'actes repérés au sein d'une institution par les agents institutionnels).

L'enquête individuelle coûte beaucoup plus chère que l'autre!

SIGNA est un outil élaboré sur une décision du gouvernement français de recenser les actes de violence en milieu scolaire. Le logiciel Signa a été mis en place en 2002, il couvre l'ensemble des écoles primaires et les collèges de France. Il est bâti autour de la notion violence grave, à savoir des actes de qualification pénale évidente, des actes signalés à la police ou aux instances sociales, des actes ayant un fort retentissement dans la communauté éducative.

Il y a quatre catégories: les atteintes à autrui, les atteintes à la sécurité, aux biens, et une catégorie divers.

En France les données sont centralisées et donne une publication annuelle générale et parfois les résultats sont donné à des régions.

Genève s'est intéressée au logiciel suite aux manifestations contre le G8 en 98. Il a été testé notamment dans 76 écoles primaires pendant 15 mois. L'expérience a été suivie et il y a préconisation de la généralisation pour la rentrée 06.

L'intérêt est d'avoir un point de situation général sur la violence scolaire, sur les victimes, les suites données aux actes de violence, les milieux concernés, les quartiers concernés, le nombre d'auteurs, les variations périodiques (plus de violences en début d'année), etc.

Les résultats en France ont montré un certain nombre de récurrences:

1. c'est dans les collèges (secondaire I) que les fréquences sont les plus élevées.
2. Plus de la moitié des actes concernent trois atteintes: à autrui, violences physiques, menaces et insultes.
3. Les auteurs et les victimes sont très majoritairement des élèves (conflits entre pairs)
4. Les fréquences de signalement sont liées à l'établissement (quartier défavorisés).

Les limites de ce logiciel: les comportements des établissements au signalement: en France, il y a des liens entre certains facteurs: la politique de l'établissement avec la discipline; plus on est dans un milieu urbanisé, plus on signale; l'existence de parallèle de signalement de violence qui interfère avec le système du logiciel; les mesures de violence servent au classement en ZEP (donc tendance à l'exagération...).

Le journal Le Point a publié un classement des écoles en fonction de la violence! Exploitation médiatique! Le journal a utilisé le classement quantitatif uniquement (sans tenir compte de variable plus qualitatives...), les journalistes n'ont fait aucun lien avec la taille ou le type de l'établissement.

Sur le plan du rapport subjectif à la violence, on n'arrivera jamais à une liste minutieuse des faits. Il y a un travail à faire dans les établissements et/ou les circonscriptions pour converger vers des normes partagées.

Les dérapages médiatiques, c'est une vraie question...

Le lien entre la LIPAD et Signa: la LIPAD ne donne pas droit à l'accès à une base de données (cf BDS), en principe pas à Genève. N'importe qui n'a pas accès à ces données. Les données relevées par Signa seront centralisées au SRED.

Conclusion de Charles Beer:

Depuis que je suis arrivé au département, il y a eu beaucoup de motions déposées sur les problèmes de violences, avec pour réponse un discours sécuritaire, et des réponses de déni de la part des professionnels. Il n'y a eu aucune décision de recensement, le débat politique s'est empiré et les articles de presse ont été importants. La politique de l'autruche qui consisterait à masquer une vérité qui risquerait d'être diabolisée et donc il vaudrait mieux ne pas la connaître, ce n'est pas mon genre.

On a cru que l'école allait changer la vie, la société, abolir les inégalités, l'échec scolaire. La situation de ces quinze dernières années nous a montré le contraire. L'école n'est pas toute puissante. Vouloir isoler l'école en pensant qu'elle peut tout résoudre, aboutit à l'échec total.

Genève est un pôle urbain en mutation, en même temps que Genève connaissait une grosse croissance des effectifs à l'école, elle entrait dans les déficits publics, et c'est en même temps la montée des inégalités: on le voit au travers des chiffres du chômage, la pyramide fiscale et le chômage longue durée. Les riches sont toujours plus riches et les pauvres toujours plus pauvres.

En plus de cela, il y a le phénomène démographique, celui de l'immigration: ceux qui franchissent les frontières, les travailleurs internationaux et les migrants, pour certains c'est la précarité et l'exclusion. Ce sont des phénomènes qui marquent l'école. L'école n'est pas seule responsable de ces problématiques, elles participent à la montée du sentiment d'insécurité.

Dans ce contexte, je suis convaincu qu'il faut remettre les choses en perspectives et rendre visibles les événements à l'intérieur de l'institution.

C'est un devoir vis-à-vis de la population: transparence; mesures à débattre qui doit restaurer le climat de confiance, sur la base de l'analyse des faits. Des partenariats famille – école doivent permettre de restaurer le climat de confiance. Protéger la recherche d'utilisation malsaine, du hit parade des collectivités publiques: on connaît ces utilisations pour PISA, surtout une mauvaise utilisation de PISA (pas tellement l'étude en elle-même).

Le SRED n'a pas publié Signa, mais on n'y échappera pas, surtout si on est défensif. On va devoir y faire face, quand? Comment?

Deux mesures pour assurer la sécurité des données:

1. le nombre d'utilisateurs de Signa est restreint, il y a des consignes strictes d'utilisation des données
2. la connaissance des faits empêche les dérives sécuritaires.

Notes : Laurent Vité